



NOTE  
POUR LE GROUPE DE TRAVAIL " CITOYENNETE "

**La participation des jeunes : un enjeu pour les valeurs démocratiques**

**BERNARD ROUDET, chargé de recherche à l'Injep**

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

**TENDANCES D'ÉVOLUTIONS EUROPÉENNES ET ORIENTATIONS D' ACTIONS**

La participation est inséparable du projet fondateur des démocraties occidentales. Légitimées par la souveraineté des citoyens, ces démocraties leur attribuent une compétence sur la conduite des affaires publiques. Elles les considèrent comme des individus autonomes, capables de s'engager pour la reconnaissance d'intérêts collectifs et exerçant une influence sur les gouvernants. La participation témoigne de la vitalité d'une société civile, intermédiaire entre la sphère privée et la sphère politique. Dans ce contexte, la participation apparaît à la fois comme une valeur et comme une pratique. En tant que pratique, individuelle ou collective, elle se décline selon deux modalités principales qui alimentent le fonctionnement démocratique : la participation politique et la participation à des groupements organisés.

Mais la participation est aussi une valeur, et même l'une des valeurs démocratiques essentielles portée par nos sociétés dans la perspective de construire un espace public visant le bien commun. Toute société se fonde en effet sur des valeurs partagées, des idéaux collectifs, acquis au long de la socialisation, qui orientent la pensée et l'action. La jeunesse constitue, après l'enfance et l'adolescence, cette phase de socialisation, principalement sous l'influence de la famille et de l'école, qui prépare à l'exercice des rôles adultes, ainsi qu'au passage des étapes introduisant à ces rôles. Âge des possibles, âge des engagements et des choix, la jeunesse est une période d'apprentissage des responsabilités, de construction d'une identité autonome, et le moment des premières expériences de participation politique. Parler de la participation des jeunes, dès lors, c'est introduire la question du rapport des nouvelles générations aux valeurs démocratiques, des conditions de leur transmission et de leur mise en pratique, de leur influence sur une participation politique ou associative.

- *Les valeurs démocratiques sont-elles solidement ancrées parmi les nouvelles générations et quels sont leurs liens avec les modalités actuelles de participation juvénile ? - La participation constitue-t-elle un enjeu dans la transmission des valeurs démocratiques et quel serait alors les conditions institutionnelles permettant de valoriser celle-ci auprès des jeunes ?* **En s'appuyant sur des travaux conduits ou publiés par l'Injep, ce texte propose quelques éléments de réponses à chacune de ces questions**, tout d'abord sous la forme d'un **constat** : *Un rapport plus distancié et plus complexe des jeunes aux valeurs démocratiques*, puis en avançant **quelques orientations d'actions** : *valoriser la participation, au plus près de l'expérience juvénile.*

## **1 – CONSTAT : UN RAPPORT PLUS FRAGILE AUX VALEURS DEMOCRATIQUES, PLUS DISTANCIE A LA POLITIQUE, ET DE NOUVELLES FORMES DE PARTICIPATION AUX GROUPEMENTS ORGANISES**

Le rapport aux valeurs démocratiques des jeunes Français s'inscrit dans des tendances d'évolutions qui concernent l'ensemble des jeunes en Europe.

Aussi, à un mois des prochaines élections européennes, c'est à ce niveau que se situera ce constat.

### **La démocratie reste une valeur largement défendue par les jeunes Européens.**

Ceux-ci approuvent très majoritairement l'opinion selon laquelle : « La démocratie peut poser des problèmes, mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement ». Cette valorisation de la démocratie est liée à la connaissance de la politique : les jeunes Européens continuent de s'intéresser à la politique, même s'ils le font moins que les adultes et bien qu'ils ne lui accordent pas une place centrale dans leur vie. Un autre indicateur de la vitalité démocratique d'une société est l'appartenance associative : de façon générale, la participation des jeunes à différentes formes de groupements organisés n'est pas négligeable, même si elle recouvre des situations différenciées selon les pays.

**Toutefois, au-delà de ces éléments positifs, cette valorisation de la démocratie n'est pas exempte de fragilités et de contradictions.**

Parallèlement à ce net soutien à un régime politique démocratique, des formes de gouvernement différentes, régimes technocratiques ou régimes forts, conviendraient à des proportions notables de jeunes. Près de la moitié des jeunes Européens pensent qu'il serait bon pour leur pays que ce soient des experts et non un gouvernement qui décide. Situation plus préoccupante encore, une minorité significative de jeunes Européens accepterait d'avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement, ni des élections.

La confiance dans les institutions démocratiques, quant à elle, est en baisse : la mauvaise image du Parlement et des responsables politiques atteste d'une crise généralisée de la représentation. Par ailleurs, l'intérêt pour la politique, s'il est toujours présent, diminue notablement parmi les jeunes, ce qui influe sur leur participation politique : l'attitude abstentionniste augmente lors des élections. Lorsque des formes de participation se développent, elles sont surtout protestataires, comme le fait de manifester, et elle concernent les jeunes scolarisés les plus diplômés ou appartenant aux groupes sociaux favorisés.

Si la participation associative des jeunes Européens n'est pas négligeable, elle se porte moins sur des groupements impliquant un engagement militant, défendant des intérêts collectifs (syndicats, mouvements écologistes...). Globalement, les jeunes privilégient les associations favorisant l'épanouissement personnel, permettant de développer un projet ou une activité commune tout en renforçant des liens amicaux. Désormais, le fonctionnement associatif tend à mettre à distance tout rapport à la politique susceptible de diviser le groupe.

1 Les tendances évoquées dans ce constat se réfèrent aux résultats de la troisième enquête sur les valeurs des Européens. Pour une présentation plus détaillée de ces résultats, nous renvoyons au livre qui en rend compte pour les jeunes, et plus particulièrement à deux chapitres de celui-ci (Bréchon, 2005), (Roudet et Tchernia, 2005).

La volonté de garder son autonomie dans l'association supplante un engagement permanent, expression d'une vision globale du monde : l'implication est plus distanciée, l'investissement davantage ponctuel, visant une efficacité immédiate (Roudet, 2004).

Les formes de participation associative apparaissent aussi fortement tributaires des cultures nationales. Les sociétés d'Europe du Sud et d'Europe de l'Est sont moins associatives que les sociétés scandinaves et hollandaises où la culture participative et l'organisation à la base sont très importantes, où se maintiennent aussi un engagement civique et politique, ainsi qu'un réel sentiment d'appartenance collective.

**Dans une Europe où la démocratie paraît bien implantée, où les valeurs démocratiques sont relayées par un ensemble d'institutions, il ressort de ces tendances que l'attachement à ce régime n'est peut-être pas d'une solidité à toute épreuve.**

L'attrance des jeunes pour les mouvements populistes, implantés dans de nombreux pays, témoigne de cette apparente fragilité. Comment interpréter ces tendances ambivalentes ? La méfiance vis-à-vis de l'institution parlementaire et l'attrait pour des régimes technocratiques traduisent certainement une prise de distance moins par rapport à l'idée démocratique elle-même que face aux formes de la vie politique. Toutefois, ce retrait du politique peut retentir sur la vie démocratique, un espace politique de délibération et de représentation étant constitutif de l'idéal démocratique. L'attrait suscité par l'idée d'un gouvernement autoritaire exprime peut-être une demande de régulation plus forte par l'État de la vie publique.

On constate en effet que le rigorisme se renforce chez les jeunes Européens en matière de morale publique, alors qu'il s'affaiblit dans la morale privée : les jeunes sont davantage permissifs et tolérants sur les mœurs, mais plus stricts en ce qui concerne le respect des normes dans la vie publique.

L'influence du niveau d'études sur ces tendances ne doit pas être négligé. **Les jeunes les plus instruits sont critiques à l'égard de la classe politique, mais restent attachés au fonctionnement et aux principes de la démocratie représentative.**

Certes, l'élévation du niveau d'études ne freine plus la dépolitisation et la montée de l'abstention : elle induit toutefois un accroissement des valeurs universalistes de tolérance, d'ouverture sur le monde et sur autrui qui compense le retrait politique et garantit un attachement au système démocratique (Grunberg et Muxel, 2002). **Au contraire, chez les jeunes les moins diplômés, le lien se distend avec la démocratie.**

Tout comme la xénophobie, l'attitude antidémocratique est très sensible au niveau d'instruction : l'intégration dans notre société étant désormais liée aux parcours scolaires, les jeunes sans diplômes rejettent un système politique et social dans lequel ils ne trouvent pas leur place, voire rejettent l'étranger. Plus en retrait des formes de participation conventionnelles et protestataires, ces jeunes accepteraient davantage un leadership autoritaire. C'est parmi eux que se creuse un déficit démocratique : l'absence de formation, couplée avec une faible intégration sociale et professionnelle, renforce un refus des principes démocratiques pour réguler le vivre ensemble. **Le renouvellement générationnel n'induit donc pas la continuité du modèle démocratique.**

## ***2 – ORIENTATIONS D' ACTIONS : VALORISER LA PARTICIPATION, AU PLUS PRES DE L' EXPERIENCE JUVENILE, POUR FAVORISER LA TRANSMISSION ET L' EXERCICE DES VALEURS DEMOCRATIQUES***

Face à cet enjeu pour le devenir de nos sociétés, quelles pourraient être les actions et les politiques permettant de consolider les valeurs démocratiques parmi les jeunes et de renforcer leur participation politique, tout particulièrement en ce qui concerne la situation française ? **Il n'est pas sûr que l'école, à travers l'éducation civique où l'enseignement de certaines matières, puisse assurer seule cette transmission.**

L'institution scolaire diffuse un savoir mais transmet plus difficilement des valeurs. D'autant que les jeunes les plus critiques et les plus radicaux à l'égard des institutions et de la démocratie sont les moins scolarisés ou sont en rupture de scolarité. On peut penser que **c'est par le développement d'une régulation démocratique dans l'ensemble du corps social, par la mise en œuvre d'actions participatives à différents niveaux de la société, que ces valeurs seront le mieux transmises** (Bréchon, 2001). En expérimentant au quotidien la démocratie, les jeunes auront davantage le sentiment de son efficacité.

**Si la politique évoque chez les jeunes l'image négative des partis et des logiques de pouvoir, elle peut avoir une connotation davantage positive lorsqu'elle concerne les aspects concrets de leur vie quotidienne ou les problèmes liés à la vie en société.**

Facilement critiques à l'égard des responsables politiques, les jeunes maîtrisent sans doute mieux les grands enjeux sociaux. Davantage que par des positionnements politiques et idéologiques, leur identité sociale se construit dans la recherche de modèles de réalisation individuelle : elle devient une question de choix personnels, à travers des parcours plus fragmentés et pluriels, construits sur des expériences diversifiées. **Par leurs valeurs et leurs engagements, les jeunes témoignent de nouvelles modalités d'inscription dans l'espace public** : les formes sociales et politiques d'implication et d'expression juvéniles se recomposent selon des modalités moins institutionnalisées et plus individualisées (Becquet et De Linares, 2005).

Dans une perspective de valorisation de la participation, **il importe de reconnaître des espaces de dialogues et d'élaboration des choix collectifs, ouverts à différents niveaux territoriaux de la vie publique.** Des expériences locales de participation peuvent ainsi contribuer à construire la démocratie, au niveau du quartier ou de la commune (conseils locaux de jeunes, comités de quartier...). En effet, l'identification des jeunes aux territoires dont ils sont les ressortissants ne doit pas être négligée. Près de la moitié des jeunes Européens déclare appartenir avant tout à l'espace le plus proche : ville ou localité. Ils sont attachés à un espace qui structure la vie quotidienne au niveau des relations sociales (Belot, 2005). Dès lors, **le niveau local deviendra certainement un lieu davantage autonome d'organisation et d'expression d'une société civile**, niveau essentiel dans l'établissement et la mise en œuvre d'espaces de délibération participative (Loncle, 2008).

**La dimension proprement démocratique de ces espaces de délibération et de participation sera conditionnée par leur ouverture à des publics diversifiés.** Pour cela, ces espaces devraient être définis en fonction de problèmes politiquement pertinents, qui donnent sens à la parole des acteurs, davantage que selon une catégorisation a priori en termes d'acteurs (faire participer les jeunes, les pauvres, les immigrés...). En France, par exemple, on constate un déficit de participation et de représentation dans les quartiers dits « sensibles », au sein des banlieues défavorisées. Il s'agirait moins ici de faire participer les seuls jeunes, souvent en difficultés, que de délimiter les problèmes de ces quartiers et les besoins de leurs habitants (en termes d'équipements publics par exemple), puis de construire collectivement des réponses adéquates. **Concernant les jeunes, cette démarche devrait conduire à éviter des lieux qui leur sont réservés, où ils sont largement majoritaires, pour privilégier une perspective intergénérationnelle de rencontre entre jeunes et adultes. Un autre aspect de ces espaces de délibération est la question de la participation à la décision.** Ainsi, en France, des dispositifs de participation existent dans certaines institutions, comme les conseils des élèves dans les établissements scolaires ou les conseils municipaux de jeunes créés dans de nombreuses communes. Mais ces dispositifs institutionnels ont rarement l'occasion de peser sur les décisions importantes. La vocation de la plupart d'entre eux est davantage consultative que décisionnelle : la participation à la décision est soit éludée, soit posée de façon peu précise. Pourtant, en reconnaissant l'apport des connaissances des acteurs dans la délibération, en les associant à l'élaboration de la décision publique, il y aurait moyen de fonder la dimension démocratique de ces espaces de participation. **En retour, cet enjeu décisionnel contribuerait à une meilleure implication des acteurs sociaux, tant aux niveaux territoriaux (le quartier et la commune) qu'institutionnels (l'école...). Les jeunes ne se mobilisent que lorsque de réels enjeux sont en cause.**

Pour conclure, il nous semble que l'exercice de la participation, en tant que pratique, confortera la reconnaissance des valeurs démocratiques au sein desquelles cette pratique s'inscrit et qu'elle traduit en acte. Comme toutes les sociétés européennes, la France se trouve confrontée à un rapport plus complexe des jeunes aux valeurs démocratiques, à leur prise de distance vis-à-vis de la politique et à de nouvelles formes d'engagement. **Aussi, dans une perspective d'éducation populaire, la mise en œuvre d'actions participatives, procédant d'une citoyenneté active, peut**

**renforcer la transmission des valeurs démocratiques, consolider le lien politique et répondre à la demande des jeunes de se voir reconnaître une place par la société et ses institutions** (Bier, 1997). L'engagement juvénile, par son caractère ponctuel, concret et pragmatique, trouvera matière à s'y déployer dans des domaines culturels ou sociaux, en complément du champ politique conventionnel sur lequel ces actions peuvent ouvrir et qu'elles sont susceptibles de renouveler.

### **REFERENCES DES TRAVAUX CITES**

- BECQUET, Valérie et Chantal DE LINARES (dir.) (2005), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan-Injep, coll. « Débats Jeunesses ».
- BIER, Bernard (1997), « Citoyenneté des jeunes, place des jeunes », dans Bernard BIER et Bernard ROUDET (dir.), *Citoyenneté/Identities. Nouvelles figures de la citoyenneté et formes actuelles de l'engagement des jeunes*, Marly-le-Roi, Document de l'Injep, Hors-Série n° 4 : 135-145.
- BELOT, Céline (2005), « Du local au mondial : les espaces d'appartenance des jeunes Européens », dans Olivier GALLAND et Bernard ROUDET (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte-Injep, coll. « Recherches » : 177-203.
- BRÉCHON, Pierre (2001), « Une jeunesse globalement peu contestataire », dans Olivier GALLAND et Bernard ROUDET (dir.), *Les valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*, Paris, L'Harmattan-Injep, coll. « Débats Jeunesses » : 135-148.
- BRÉCHON, Pierre (2005), « Générations et politique en Europe occidentale », dans Olivier GALLAND et Bernard ROUDET (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte-Injep, coll. « Recherches » : 93-116.
- GRUNBERG, Gérard et Anne MUXEL (2002), « La dynamique des générations », dans Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po. : 135-170.
- LONCLE, Patricia (2008), *Pourquoi faire participer les jeunes ? Expériences locales en Europe*, Paris, L'Harmattan-Injep, coll. « Débats Jeunesses ».
- ROUDET, Bernard (2004), « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif », *Lien social et Politiques*, n° 51 : 7-27.
- ROUDET, Bernard et Jean-François TCHERNIA (2005), « Europe centrale et orientale, Europe occidentale : des valeurs démocratiques partagées ? », dans Olivier GALLAND et Bernard ROUDET (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, Paris, La Découverte-Injep, coll. « Recherches » : 117-145.